

ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

PSA Peugeot-Citroën Question écrite n° 121803

Texte de la question

M. Joël Regnault attire l'attention de M. le ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, chargé de l'industrie, de l'énergie et de l'économie numérique, sur le projet de suppressions de postes chez le constructeur PSA Peugeot Citroën à Poissy. Environ 50 000 personnes travaillent directement ou indirectement pour l'automobile dans les Yvelines, dont plus de 6 000 sur le site historique de l'usine de PSA Peugeot Citroën à Poissy, fleuron de notre patrimoine industriel. Le groupe a annoncé le mercredi 26 octobre, la suppression de plusieurs milliers de postes en Europe. Au total, ce ne sont pas moins de 6 500 postes de travail qui seraient amenés à disparaître. Mis en difficulté sur le marché européen, le groupe, qui a bénéficié du soutien et de l'aide directe et indirecte de l'État, annonce parallèlement de nouveaux investissements au Brésil. Les salariés du site de Poissy et leurs familles s'interrogent et sont inquiets sur le court et le long terme devant des incertitudes qui se profilent à l'horizon. Or PSA Poissy est la première entreprise locale, qui fait vivre plusieurs milliers de familles de la ville et des environs et les commerces locaux. Elle est un porte drapeau de l'économie locale et une vitrine de dynamisme et de modernité qui met en valeur la commune et contribue à alimenter son budget. Dans ce contexte difficile, il lui demande quelles mesures l'État envisage de prendre pour conforter les emplois menacés et rassurer les familles sur le fait que le soutien financier apporté à l'entreprise PSA n'aura pas pour effet de supprimer des emplois en France pour favoriser des investissements en dehors de nos frontières.

Données clés

Auteur: M. Joël Regnault

Circonscription: Yvelines (12e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite Numéro de la question : 121803 Rubrique : Automobiles et cycles

Ministère interrogé: Industrie, énergie et économie numérique

Ministère attributaire : Redressement productif

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 15 novembre 2011, page 11923 **Question retirée le :** 19 juin 2012 (Fin de mandat)